

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société Nouvelle WOESTELANDT**

chez ASTRADÉC  
95 rue Charles Auguste Coulomb - ZAC de la PMA  
62510 Arques

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\05\_CARRIERES\Carrières C3\Société  
Nouvelle Woestland\_Nieurlet\_070.03375\2\_Inspections\2025 02 12 controle rejets  
Code AIOT : 0007000074

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2025 dans l'établissement Société Nouvelle WOESTELANDT implanté 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Nouvelle WOESTELANDT
- 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet
- Code AIOT : 0007000074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société nouvelle de Woestelandt (groupe Astradec) exploite à Nieurley une carrière d'argile auparavant exploitée par la société des Céramiques Woestelandt (autorisation par arrêté préfectoral modifié n° DAGE/3-FF du 06/03/2003).

Cette autorisation expire le 31/12/2030. L'exploitant actuel n'extrait plus de matériaux et utilise la carrière pour y stocker ses déchets inertes, qui servent à la remblayer dans le cadre de sa remise en état.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPI-BPE/YA du 22/11/2022 vient mettre à jour les conditions de remblaiement de la carrière.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle spécifique – eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 2.1	Mesures d'urgence	0 jour
2	Contrôle spécifique - déchets	AP Complémentaire du 06/03/2003, article 2.1	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
3	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.1, 10.3.2 et 10.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
4	Réception de matériaux ou de déchets	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 23/01/2025 (réalisée à la suite de signalements de rejets d'eaux noirâtres et odorantes qui proviendraient de la carrière), il a été demandé à l'exploitant de réaliser des analyses des rejets d'eaux pluviales (eaux d'exhaure) collectées dans le bassin de la carrière (eaux noirâtres et malodorantes).

L'objectif de la présente inspection a été de vérifier les conditions de réalisation des prélèvements.

Concernant les déchets odorants d'origine incertaine vus lors de l'inspection du 23/01/2025, ils n'ont été ni déplacés ni utilisés pour remblayer la carrière, comme cela avait été demandé à l'exploitant. La nature précise de ces déchets, provenant de la société Véolia (agence de Boulogne-sur-Mer) reste à caractériser.

La présente inspection a permis de constater de nouvelles non-conformités concernant l'acceptation préalable, la réception et la traçabilité des déchets.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence, basé sur les constats de la

présente inspection (12/02/2025) et de l'inspection précédente (23/01/2025) est proposé au préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle spécifique – eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant. L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols[...] »
<b>Constats :</b>  Par courriel du 27/01/2025, il a été demandé à l'exploitant de faire réaliser dans les plus brefs délais et sous un délai maximal de 15 jours par un laboratoire agréé à cet effet, une analyse des eaux du bassin eaux d'exhaure (article 15.3.2 de l'arrêté susmentionné) portant a minima sur les paramètres pH, MES, DCO, hydrocarbures totaux, As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures, sulfates et indices phénols.  Le choix du laboratoire (Flandres Analyses) et la date de prélèvement ont été préalablement validés par les services d'inspection. Le laboratoire détient les accréditations nécessaires pour les paramètres à analyser.  Afin de vidanger au minimum le bassin (dont le volume est estimé par l'exploitant à 1500 m <sup>3</sup> ) dont les eaux sont susceptibles d'être polluées, deux prélèvements ont été réalisés : - l'un au niveau du point de rejet en sortie de site (pompage dans le bassin, puis déversement dans le réseau communal de collecte des eaux pluviales). Ce point de rejet n'est pas aménagé (cf. rapport inspection du 23/01/2025). Le prélèvement en sortie de site a été réalisé en soulevant la grille d'un regard communal de l'autre côté de la clôture du site ; - l'autre au fond du bassin (à environ 1 m de profondeur) en un point éloigné de la pompe et des remous qu'elle génère. A titre de comparaison, le point d'aspiration de la pompe est situé à environ 50 cm de profondeur.  Pour chacun de ces prélèvements, 3 récipients de 500 ml ont été prélevés grâce à une canne à bécher. La température des effluents prélevés est d'environ 5°C. Ils ont été placés dans une enceinte réfrigérée à 4°C, conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE (février 2022 - ministère de la transition écologique). Le représentant du laboratoire indique que les prélèvements seront ramenés au siège avant la fin de la journée.  Les jours ayant précédé l'inspection ont été pluvieux. Le niveau du bassin est haut. L'exploitant

indique ne pas l'avoir vidangé depuis l'inspection précédente, comme cela lui avait été demandé.

Lors de la mise en marche de la pompe, des émanations soufrées sont remontées des canalisations.

Les résultats des analyses ont été transmis par l'exploitant le 28/02/2025. Ils indiquent que les valeurs limites applicables aux eaux pluviales sont respectées, mais n'expliquent toutefois ni la couleur des eaux, ni les odeurs signalées (ainsi que les odeurs soufrées perçues par les services d'inspection lors de la mise en circulation de l'eau dans les canalisations de rejet). Le changement de couleur et l'apparition de mauvaises odeurs ne sont pas des problèmes communément rencontrés sur des eaux pluviales de carrières, ces dernières n'étant pas supposées recevoir de déchets organiques. La mise en service d'un aérateur par l'exploitant est d'ailleurs significative d'une problématique sur ces eaux.

**Dans un courriel du 13/03/2025, il a été indiqué à l'exploitant qu'il devait déterminer avec précision et sur la base d'analyses et investigations détaillées l'origine de la couleur foncée de l'eau et des mauvaises odeurs. Dans l'attente de ces éléments et de la démonstration de l'absence d'impact sur l'environnement (rivière de Booneghem) en cas de rejet, le rejet de ces eaux est interdit.**

OBSERVATION : lors des prélèvements, il est constaté que la canalisation de collecte des eaux d'exhaure est percée (dernier mètre avant rejet dans le regard à côté de la clôture, le long de la route de Booneghem). L'exploitant veillera à la réparer.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

## N° 2 : Contrôle spécifique - déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/03/2003, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix et soumis à son

approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant. L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols[...] »

#### Constats :

Suite à l'inspection précédente (23/01/2025), il avait été demandé à l'exploitant, par courriel du 27/01/2025, de transmettre sous 24hles certificats d'acceptation préalables relatifs à des déchets odorants de couleur foncée (reçus le 23/01/2025 durant l'inspection), produits (selon les informations fournies par l'exploitant) par la société Véolia (agence de Boulogne-sur-Mer).

La totalité des CAP n'a été transmise qu'à la suite de l'inspection du 12/02/2025. La société Véolia envoie des déchets sur le site depuis 2022 (environ 9700 t au total).

Selon l'exploitant, les déchets odorants reçus le 23/01/2025 constituent un évènement exceptionnel sans antécédent connu. Il est permis de douter de cette déclaration, étant donné que les premiers signalements pour odeurs et rejets d'eaux noirâtres datent d'avant le 23/01/2025 (signalements en date du 12/01/2025 et du 21/01/2025).

Selon le bon de pesée, environ 30 t de ces déchets auraient été déposés le 23/01/2025, auxquels il faut ajouter environ 100 t de déchets inertes potentiellement pollués lors de leur déchargement.

L'absence de contrôle d'acceptation des déchets et du remplissage des bordereaux de traçabilité des déchets (cf. constats suivants) ne permet pas de garantir le caractère exceptionnel de l'apport de ces déchets.

Selon les échanges menés avec l'exploitant et le producteur des déchets, ces déchets seraient peut-être constitués de sables de dessableurs de stations d'épurations, mais la traçabilité insuffisante des déchets ne permet pas de le confirmer.

Sans justification complémentaire, ces déchets ne peuvent être utilisés pour remblayer la carrière.

Partant de ce constat, il a été demandé, par courriel du 13/02/2025 (avec relances les 18/02/25, 24/02/2025, 28/02/25), de réaliser sous un délai maximal de 5 jours par un laboratoire agréé à cet effet des analyses de ces déchets permettant de les caractériser, notamment :

- leur composition physico-chimique précise,
- leur éventuel caractère dangereux au regard des critères de dangerosité définis par la directive n° 2008/98/CE du 19/11/2008 relative aux déchets (critères HP1 à HP15 figurant en annexe I de l'article R.541-8)
- le cas échéant, leur caractère inerte ou non inerte.

Le choix du laboratoire et de la date de prélèvement devront faire l'objet d'une validation par les services d'inspection qui assistera aux prélèvements. Le producteur des déchets sera également

convoqué afin d'être présent lors du prélèvement.

Dans l'attente de la caractérisation de ces déchets, et jusqu'à nouvel ordre, l'exploitant est tenu de respecter les consignes suivantes :

- interdiction d'utiliser les déchets susmentionnés pour remblayer la carrière.
- interdiction de les déplacer.

- mettre en place les conditions nécessaires pour que leur stockage ne soit pas à l'origine d'une pollution des sols ou des eaux.

Ces consignes ont été communiquées à l'exploitant par courriel du 28/02/2025.

NON-CONFORMITE : l'exploitant n'a pas réalisé les analyses demandées sous le délai maximal de 5 jours qui lui avait été fixé le 13/02/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 8 jours

### N° 3 : Procédure d'acceptation préalable

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.1, 10.3.2 et 10.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

#### **Prescription contrôlée :**

##### 10.3.1 - dispositions générales

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines ainsi que les sols.

[...]L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 10.3.3 ci-dessous, puis il vérifie que ces déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'article 10.3.2.[...]

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 10.3.2.

#### Article 10.3.2– Nature et classement des matériaux admis

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- Les déchets d'extraction inertes (au sens de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié), qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local.[...]Sont considérés comme « déchets d'extraction inertes », les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation[...]est supérieur à 3 ;
- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;
- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

- Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière qui entrent dans les catégories suivantes qui sont admissibles sous réserve que l'exploitant s'assure avant l'admission de ces déchets :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;

CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
1012 08	Déchets de produits en céramiques, briques, carrelages et matériaux de construction après cuisson	Uniquement les déchets de produits en céramiques, briques et carrelages.
1013 14	Déchets et boues de béton	Uniquement des déchets de béton, à l'exclusion des boues de béton.
1701 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés



1701 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
1701 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
1701 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
1705 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
1912 09	Déchets de minéraux provenant du traitement mécanique des déchets (tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs.	Uniquement des déchets minéraux provenant du site de criblage-concassage de l'exploitant situé à Arques, et sous réserve du contrôle de l'innocuité de ces matériaux.
2002 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.		

- Déchets inertes externes à l'exploitation (hors extraction) provenant de chantiers de terrassement, de déconstruction de bâtiments et de démolition de chaussée respectant les valeurs limites suivantes:

- lors du test de lixiviation normalisé NF EN 12 457-2

PARAMÈTRES	VALEUR LIMITE À RESPECTER (exprimée en mg/kg de matière sèche (test de lixiviation))
------------	--------------------------------------------------------------------------------------

	mg/kg de matière sèche (test de lixiviation)
As	1,5
Ba	60
Cd	0,04
Crtotal	1,5
Cu	6
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	12
Chlorure(1)	2400
Fluorure	30
Sulfate(2)	3000
Indicephénols	1
COT(carbone organique totale) sur éluat (3)	1000
FS(fraction soluble) (1)	4000

(1)Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction solubles, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2)Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes: 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

En contenu total:

PARAMÈTRES	VALEUR LIMITE À RESPECTER (exprimée en mg/kg de déchet sec (contenu total))
COT (carbone organique total)	60000
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

#### Article 10.3.3 – Matériaux et déchets interdits

Les déchets présentant les caractéristiques suivantes sont interdits:

- déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets;
- déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%;
- déchets dont la température est supérieure à 60°C;
- déchets non pelletables;
- déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de une dispersion sous l'effet du vent;
- déchets radioactifs.

#### Constats :

Lors de l'inspection du 23/01/2025, des déchets de couleur foncée et à l'odeur forte, sont déposés dans la carrière. Selon l'exploitant, ces déchets proviennent d'un chantier de Boulogne-sur-mer. Il n'est pas exclu que ces déchets aient un lien avec la mauvaise odeur et la couleur noirâtre des eaux pluviales (eaux d'exhaure de la carrière) accumulées dans le bassin.

Par courriel du 27/01/2025, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre les certificats d'acceptation préalables les concernant et la justification de leur caractère non dangereux et inerte.

Le CAP (certificat d'acceptation préalable) transmis mentionne le code déchet 17 05 04 (terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses) alors qu'un contrôle visuel (et olfactif) permet de douter de ce classement (déchets évoquant des sédiments portuaires / boues de dragage).

Ces déchets ne relevant pas des codes déchets listés dans le tableau du second alinéa de l'article

10.3.2. Ils auraient donc dû faire l'objet des contrôles prévus par le troisième alinéa de l'article 10.3.2.d'autre part l'exploitant n'a à ce jour toujours pas justifié le caractère inerte et non dangereux de ces déchets (cf. constat n°2).

**NON-CONFORMITE** : la procédure d'acceptation préalable n'a pas été respectée.

Le jour de l'inspection, il a été constaté que les déchets ont été repoussés contre le flanc du tas de déchets principal, et délimités par un ruban de signalisation.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 8 jours

#### N° 4 : Réception de matériaux ou de déchets

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 10.3.4

**Thème(s)** : Risques chroniques, Déchets

##### **Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande en préalable au producteur des déchets un bordereau de suivi indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe 1 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 10.3.1 ci-dessus.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.[...]

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le bordereau de suivi prévu ci-dessus par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Un exemplaire original du bordereau de suivi est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]

#### **Constats :**

L'inspection permet de confirmer que l'exploitant ne demande pas le bordereau de suivi des déchets à leur producteur/ transporteur. Il n'y a pas de bordereau de suivi accompagnant le chargement.

De ce fait il ne dispose pas des informations suivantes :

- adresse du lieu de production des déchets (adresse précise du chantier)
- coordonnées de contact du producteur des déchets (interlocuteur et/ou représentant de ce producteur)
- signatures et informations relatives au transporteurs et intermédiaires.

**NON-CONFORMITE** : avant d'être admis, les chargements de déchets ne font pas l'objet d'une vérification, par l'exploitant des installations, du bordereau de suivi défini par le présent article. Le jour de l'inspection, l'exploitant confirme qu'aucun contrôle visuel systématique n'est réalisé à l'entrée de la carrière et avant le déchargement des camions. Les camions entrent librement et en autonomie, après avoir retiré un ticket de pesée lors du passage sur le pont bascule. De même, aucun contrôle des certificats d'acceptation préalable n'est réalisé.

Il est souligné que le contrôle visuel systématique aurait permis de repérer que la nature des déchets problématiques ne correspondait pas avec le code de déchets figurant sur le CAP (que le transporteur n'a pas présenté lors de la livraison).

**NON-CONFORMITE** : aucun contrôle visuel des déchets n'est réalisé à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Enfin, l'exploitant indique que pour l'instant, aucun accusé de réception n'est remis au producteur du déchet livrés (en complétant le bordereau de suivi mentionné par le présent article).

**NON-CONFORMITE** : en cas d'acceptation des déchets, aucun accusé de réception n'est remis au producteur du déchet (en complétant le bordereau de suivi).

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 8 jours